



L'oncle Sam à la reconquête de l'Amérique latine

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2016

[Humanité](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire et Géopolitique](#)

« L'un de ces principes étant selon lui « qu'on ne peut envahir d'autres pays ou financer des mandataires et les soutenir d'une manière qui désintègre un pays ayant des élections démocratiques. »

[Obama](#) au G-20 en 2014

Pendant que l'attention mondiale est centrée sur les guerres au Moyen-Orient, en Afrique et en Ukraine, l'Oncle Sam accentue les ressources financières et les moyens de pression et de manipulation pour renverser, cette fois-ci, les gouvernements émergents du continent dont les plus ciblés sont le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, le Brésil et l'Argentine. Il peut compter sur les oligarchies nationales, les épiscopats de chacun de ces pays et, plus que tout, sur une presse locale, nationale et internationale entièrement dédiée aux conditionnements de l'opinion publique. Sa main mise sur le Mexique, la Colombie, le Honduras, le Chili, le Pérou et le Paraguay lui assure des appuis stratégiques et des espaces pour y déployer des bases militaires pouvant en tout temps se joindre directement ou indirectement aux interventions visant le renversement des gouvernements émergents.



L'arrivée de Chavez, en 1999, a été l'expression d'un changement fondamental fondé avant tout sur une Constitution rédigée en fonction des intérêts du peuple et reconnue comme telle par un référendum ouvert à tous les citoyens et citoyennes ayant droit de vote. Il ne s'agit plus d'une constitution rédigée par une élite et reconnue par un Parlement sans que le peuple n'ait eu son mot à dire. C'est donc sur la base de cette nouvelle Constitution que Chavez a été réélu Président du Venezuela. Avec cette Constitution, le peuple devient un acteur important tout autant pour cibler les grands objectifs des politiques à développer que pour les actualiser dans le quotidien de la vie du peuple. L'avènement, pour ainsi dire, de la démocratie participative par rapport à la démocratie représentative du néo-libéralisme. C'est la naissance de ce « socialisme du vingt et unième siècle » tant décrié par ceux qui se sont nourris des pouvoirs de l'État pour satisfaire leurs intérêts individuels et tant célébré par ceux qui y ont enfin trouvé une place importante dans les politiques et la gouvernance de l'État.

Les années qui suivirent ne furent pas de tout repos : coup d'état raté en avril 2002,

référendum révocatoire, grèves commanditées par la droite à la pétrolière vénézuélienne. En dépit de toutes actions visant la déstabilisation de Chavez et de son gouvernement, des progrès énormes ont été enregistrés quant à la diminution de la pauvreté, quant au rétrécissement des inégalités sociales. Le chômage a diminué et la construction de résidences familiales et de redistribution de la richesse ont fait des bonds énormes. Les secteurs de la santé et de l'éducation ont connu un développement comme jamais auparavant. (1)

Le 5 mars dernier, c'était le 31ème anniversaire du départ de Chavez pour un autre monde. Les témoignages furent éloquents et porteurs d'une grande inspiration pour donner suite à cette révolution qui continue d'être harcelée de toutes les manières par Washington et les oligarchies nationales.

Depuis la prise du pouvoir présidentiel par Nicolas Maduro, en 2013, les actions déstabilisatrices se sont accentuées. Ce fut d'abord le refus de reconnaître les résultats de l'élection présidentielle et la provocation de soulèvements de groupes armés pour créer le chaos et semer la peur chez la population. Il en est résulté plus de 43 morts et plus de 60 blessés, sans compter les dommages matériels aux édifices publics et aux moyens de transport, etc. Ce fut ce qu'on appelle [las guarimbas](#).

Le 8 décembre dernier, il y eut les élections pour la chambre des députés. Les représentants de droite, soutenus par une presse acquise à l'avance à leur combat et disposant de plusieurs millions de dollars US pour acheter des votes et corrompre le plus possible certains acteurs participant aux tables de scrutin, ont gagné la majorité de la chambre. Le nouveau président de cette Assemblée des députés a eu comme première déclaration officielle que le président Maduro n'en aurait pas pour plus de six mois. Qu'ils allaient tout faire pour le chasser de la Présidence du pays. Qu'il ait été élu démocratiquement comme ils l'ont été eux-mêmes ne semble pas les impressionner particulièrement.

En mars 2015, le président Obama [a déclaré le Venezuela](#) comme étant une menace pour les intérêts et la sécurité des États-Unis. En jargon technique, il s'agit d'une déclaration de guerre les autorisant à intervenir au moment qu'ils le jugeront pertinent pour renverser ce gouvernement.

Le Venezuela, avec la réserve la plus importante de pétrole au monde et l'ascendant qu'il exerce sur les autres pays de l'Amérique latine, demeure une cible de premier plan pour l'Oncle Sam et les oligarchies. Ceci ne veut pas dire que les pays comme la Bolivie, l'Équateur, l'Argentine et le Brésil soient épargnés. Loin de là, l'oncle Sam a les bras longs, dispose d'une morale qui le place au-dessus du droit international et pour qui la vérité et le mensonge sont de la 'pâte à modeler'. Ce qu'ils viennent de faire contre Lula au Brésil ([La pression médiatique occulter tentatives popularité de Lula au Brésil](#)) et Evo Morales en Bolivie ([Bolivie : le fils d'Evo Morales est-il vivant ou mort'](#)) illustre à merveille que tous les moyens sont bons pour discréditer une personne et en faire un paria du peuple. Dans le cas d'Évo Morales, cette histoire est sortie au moment où culminait la campagne pour le référendum sur la modification de la Constitution portant sur le nombre de mandats autorisés pour les candidats à la Présidence et à la vice présidence. L'Équateur de Correa pas plus que l'Argentine de Cristina Fernandez n'ont échappé à pareilles campagnes de dénigrement.

Pour le moment, en Argentine, la droite a le contrôle du pouvoir exécutif, mais non de celui du législatif. Au Venezuela, la situation est juste à l'inverse, l'opposition a pris le contrôle du

législatif, mais l'exécutif demeure sous le contrôle du socialiste bolivarien, Nicolas Maduro.

Heureusement qu'Obama nous a prévenus « *qu'on ne peut envahir d'autres pays ou financer des mandataires et les soutenir d'une manière qui désintègre un pays ayant des élections démocratiques.* »

Une histoire à suivre.

Oscar Fortin
Le 6 mars 2016

<http://humanisme.blogspot.com>

(1) Je recommande aux lecteurs et lectrices cet article excellent qui nous brosse le tableau du Venezuela d'avant Chavez et d'après Chavez. <http://www.upr.fr/actualite/monde/le-venezuela-avant-et-apres-hugo-chavez>

La source originale de cet article est [Humanité](#)

Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanité](#), 2016

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca